

SYNDICALISME**FDSEA 80 : «défendre l'entrepreneuriat des agriculteurs»**

La FDSEA a tenu son assemblée générale en configuration renouvelée. Au programme, un volet statutaire, un temps avec les candidats parlementaires, et une conférence.

C'est à l'Auditorium du Crédit agricole que la FDSEA a tenu son assemblée générale ce mardi 14 juin. La première séquence a été consacrée aux éléments statutaires, notamment l'approbation des comptes présentés par le trésorier Marc Droy, le rapport d'orientation, et l'élection du collège départemental de son conseil d'administration. En effet, le conseil du syndicat est composé de trois collèges : les représentants des syndicats locaux, les représentants des sections sociales et économiques et le collège départemental qui regroupe les futurs administrateurs n'ayant plus de mandat local. Ont été élus : Alexis Bourgois, Édouard Brunet, Denis Bully, Christophe Buisset, Simon Catteau, Françoise Créte, Laurent Degenne, Frédéric Dehurtevent, Denis Delattre, Dominique Dengreville, Vincent Duchemin, Xavier Flinois, Thierry François, Fabien Hamot, Fabien Leroux, Thibault Petit, Bertrand Roucou, Olivier Thibaut, Benoit Vansteenkiste, Jérôme Verbrugge. C'est un conseil d'administration à présent renouvelé qui va pouvoir élire en son sein un bureau dans les prochains jours.

Réglementation stabilisée, accès au foncier, et dimension entrepreneuriale

Après le temps de huis clos conduit par Marie-Françoise Lepers, la secrétaire générale, Denis Bully a conclu cette partie par la lecture du rapport d'orientation fixant les priorités de l'année à venir pour la FDSEA autour d'un axe fort : «défendre tout ce qui contribue à renforcer la dimension entrepreneuriale des agriculteurs, au service d'un modèle économique, environnemental et social». Et de citer la volonté d'une «réglementation stabilisée», avec notamment une Pac réajustée sur les aides animales dans les modèles d'élevage du bassin de production. Demande forte et claire sur les ZNT et la jachère ou les surfaces improductives : «ramener les ZNT à zéro là où il n'y a pas de sujet comme le long des murs et des haies, les réduire au maximum avec les dispositifs antidérive ailleurs, et pas de jachère en 2023 ! Sur un département, 1 m de ZNT, c'est 1 000 ha ; 5 m c'est 1 % de la SAU et ça fait



Pour Denis Bully, la priorité est de défendre ce qui contribue à renforcer la dimension entrepreneuriale des agriculteurs.

déjà 50 millions de repas, et on parle de 4 % de jachère en 2023 ? C'est insupportable». Le second point fut ciblé sur la nécessité de préserver le foncier agricole avec cohérence : «je ne comprends pas pourquoi les documents d'urbanisme sont encore à vouloir imposer la concentration sur les bourgs ruraux au détriment des villages à l'heure où des questions de télétravail ont modifié le quotidien de nombreux salariés. Et encore moins pourquoi on va pinailler sur la constructibilité de coins de prairie enclavés au milieu de maisons au prétexte du zéro artificialisation quand, dans le même temps, on lève des dizaines d'hectare autour de la zone pour Amazon ou une ZAC en moins de trois mois. Il faut d'urgence poser un moratoire sur la compensation écologique. Puis, il a marqué en lien avec le réseau FNSEA la volonté d'accélérer la mise en application plus rapide et plus réactive des lois EGAlim. «Une réglementation stabilisée, un cadre de travail préservé, des prix renforcés, voilà les trois piliers que nous voulons renforcer pour la profession. Ce sont des fondamentaux qui concernent tous les agriculteurs qui partagent une vision entrepreneuriale», a-t-il insisté. Il a également souligné l'adaptation continue des services de la FDSEA et FDSEA Conseil pour accompagner les adhérents : «nous avons rencontré 800 agriculteurs en 2021, et nous orientons nos services et nos réflexions en prenant les attentes en compte. La progression

de la FDSEA sur ces dimensions collectives et individuelles doit se poursuivre en tant qu'entreprise syndicale». Pour finir, il a fixé le cap pour les représentants des syndicats locaux renouvelés : «assurer la cohésion entre adhérents et aller au-devant des collectivités locales.»

Les candidats planchent

Après la séquence réservée aux adhérents, la FDSEA a ouvert un temps de débat public avec tous les candidats aux législatives qualifiés au second tour, qui se sont prêtés au jeu d'une intervention cadrée pour traiter la question suivante : «Quelle est votre vision de l'agriculture, et comment comptez-vous défendre les intérêts des agriculteurs de votre circonscription si vous êtes élus ?», et de laisser un temps de questions. À ce jeu se sont prêtés les candidats suivants : Nathalie Ribeiro-Billet pour la 1^{ère} circonscription, Barbara Pompili pour la 2^e circonscription, Emmanuel Maquet et Nicolas Lottin pour la 3^e circonscription, Jean-Claude Leclabart et Jean-Philippe Tanguy pour la 4^e circonscription, Yaël Ménache pour la 5^e circonscription. À noter que François Ruffin (1^{ère} circonscription) avait accepté l'invitation, avant de la décliner, et que les autres candidats Nupes ont soit décliné, soit oublié de répondre... Remerciements : la FDSEA remercie Gamm Vert et F. Vilbert pour la mise à disposition des plantes et des compositions florales.

ils ont Dit**1^{ère} circonscription**

Nathalie Ribeiro-Billet (RN) : Petite-fille de paysans, j'ai vécu les difficultés à leurs côtés. L'agriculture est avant tout des traditions. Ce sont les agriculteurs qui font les paysages. Il faut renforcer leurs revenus et pour cela, je suis favorable à développer les circuits courts et à réfléchir à ce qu'on produit. Pourquoi produire si ce n'est pas pour vendre à un prix rentable ? Je préfère travailler pour nourrir mes enfants avant de nourrir mes voisins, et il faut sortir les produits agricoles des traités internationaux. Il faut aussi un vrai plan de soutien à l'agriculture bio, notamment en réservant l'accès au produits bio dans les cantines scolaires.

2^e circonscription

Barbara Pompili (Ensemble) : Je suis au cœur d'une circonscription urbaine, mais avec aussi bon nombre d'agriculteurs. L'enjeu de la souveraineté alimentaire et le défi de l'adaptation au changement climatique sont des sujets communs aux agriculteurs et aux écologistes. Il faut travailler ensemble pour y parvenir ; j'ai su, dans mon mandat précédent, arbitrer en travaillant avec tous, et j'ai même écorné mon image politique quand il a fallu décider le moratoire sur les NNI, faute de quoi on mettait la filière à genou. Je trouve crétin la guerre agriculteurs-écologistes.

3^e circonscription

Nicolas Lottin (RN) : En ce moment, les circuits courts sont en berne et, en matière d'agriculture, on peut et on doit faire mieux. Même si ce n'est pas toujours facile de satisfaire tout le monde dans une circonscription où le potentiel va de 60 à 120 quintaux, je pense au développement de l'agrotourisme à proximité de la mer. Notre pays doit investir plus d'argent public dans les circuits courts. Même si une vie de niche ne doit pas être une vie de chien. Pour moi, la proximité c'est l'efficacité et la traçabilité.



Emmanuel Maquet (LR) : Je suis pour une agriculture performante, au service de l'autosuffisance alimentaire, de la production d'énergie et de la captation de carbone. Il faut défendre les moyens de production, que ce soit l'eau ou les produits de protection des plantes, et avoir une action spécifique sur l'élevage. C'est grâce à l'élevage qu'on fixe l'agriculture sur le territoire. Nous devons adopter des règles plus strictes car c'est inconcevable de créer une Europe en y étant en concurrence avec les autres États membres.

4^e circonscription

Jean-Philippe Tanguy (RN) : L'agriculture est le secteur qui a façonné notre civilisation française. C'est le seul secteur d'activité qui ne fixe ni le prix de ses charges, ni le prix de vente. Je suis favorable à une loi de démantèlement des centrales d'achat. Ensuite, il faut des mesures de contrôle des marchés. Enfin, produire est noble et nécessaire. Si c'est le cas, il faut défendre et assumer les moyens de productions, et écouter ceux qui connaissent votre sujet, et non vos détracteurs qu'ils faut poursuivre quand ils commettent des infractions dans vos fermes.



Jean-Claude Leclabart (Ensemble) : Je m'engage à accélérer la politique d'indépendance alimentaire et je suis favorable à une loi d'orientation basée sur trois piliers : l'enseignement agricole, l'accès au foncier, et l'innovation. Il faut utiliser le levier de la commande publique pour retrouver de la valeur, tout en instaurant un chèque alimentaire pour les plus fragiles. Je soutiens aussi le développement engagé du mix énergétique. Je souhaite enfin assurer l'égalité entre les produits soumis aux exigences européennes et les produits importés par la mise en place d'une taxe carbone aux frontières.

5^e circonscription

Yaël Ménache (RN) : Il faut retrouver pour les agriculteurs un revenu digne. Nous devons travailler autrement avec l'Europe, et dans tous les cas de ne pas importer ni trouver dans les supermarchés des produits qui ne respectent pas nos modes de production. Je suis favorable au soutien spécifique des circuits courts, et sur ma circonscription, pour l'industrie agroalimentaire, je soutiens l'utilisation de l'eau pour l'irrigation.

SOCIÉTÉ

Eddy Fougier : «Les agriculteurs n'ont pas vu venir les mutations sociales»

Pour clore son assemblée générale, la FDSEA de la Somme avait invité le politologue Eddy Fougier, expert des mouvements protestataires, auteur, entre autres, de «Malaise à la ferme, enquête sur l'agribashing». Il a dressé la liste des mutations sociales qui affectent les agriculteurs et leurs conséquences.



Pour Eddy Fougier, la méthode de l'autruche face aux changements sociétaux semble difficilement recevable.

Quelle relation les français entretiennent-ils avec les agriculteurs ? «Il s'intéressent à vous par le biais de ce qu'ils ont dans leur assiette», assurait Eddy Fougier aux adhérents de la FDSEA. Ce mardi 14 juin au soir, le politologue-conférencier était invité à éclairer les producteurs de la Somme sur la conjoncture (climat, conflits et société) et leurs impacts sur l'agriculture. Aucun de ces trois facteurs n'est à mettre de côté, mais c'est sur les mutations sociales que l'expert a mis l'accent. «Il est clair que les agriculteurs ne les ont pas vu venir. Les récents scores de la Nupes aux élections législatives, et au vu de leur programme agricole très en rupture avec le fonctionnement actuel, le montre bien.»

Une chose est sûre : la santé, et

donc l'alimentation, est une préoccupation majeure de la société. «Les sondages révèlent que les gens sont de plus en plus soucieux de la santé, qu'il s'agisse d'eux-mêmes, ainsi que de la planète, du bien-être des animaux...» Ainsi, la méfiance envers les produits transformés, produits phytosanitaires et autres méthodes de production modernes est croissante. «La mauvaise image qu'ont les semenciers, les agrochimistes et les industries agroalimentaires ont un impact sur l'image de l'agriculture elle-même. Les agriculteurs subissent les dommages collatéraux.» Parmi les événements chocs qui ont marqué les esprits : la crise de la vache folle, le trafic de viande de cheval contaminée aux antibiotiques... Eddy Fougier veut

cependant rassurer : «Contrairement à ce que ressentent les agriculteurs, les Français les aiment et leur font confiance.» Le sondage fiable réalisé chaque année avant le Salon de l'agriculture l'atteste. Autre preuve : «lorsqu'une grande marque veut mettre un produit en avant, elle colle la photo de l'agriculteur dessus, et ça fonctionne.»

Le citoyen est un mangeur de nuggets. Les produits carnés qu'il consomme ne rappellent en rien l'animal dont ils sont tirés.

Pour Eddy Fougier cependant, les incompréhensions entre citoyens et agriculteurs sont immenses. «Les urbains ne voient pas la campagne comme un lieu de production économique. Il en découle

des collectifs qui refusent l'implantation de telle ou telle usine en milieu rural.» Il faut dire que le citoyen n'a pas l'occasion de croiser un agriculteur chaque jour. «Son image, c'est celle du paysan qu'il voit dans les publicités commandées par les industriels qui font croire à une production encore très artisanale, ou inversement dans les médias traditionnels qui illustrent leurs propos par des photos de pulvérisation de parcelles par avion.» Même l'alimentation éloigne le citoyen de la réalité. «Il n'est plus zoophage, mais sarcophage. Un mangeur de nuggets, en somme. Les produits carnés qu'il consomme ne rappellent en rien l'animal dont ils sont tirés.»

L'alter-élite, nouveaux bobos influents

De cette incompréhension découle ce qu'Eddy Fougier appelle «l'alter-élite», descendante des «bobos» ou de la «bourgeoisie intellectuelle». «Ses membres représentent 20 % de la population. Et, au vu de la prise de conscience des enjeux environnementaux, cette part n'est pas prête de décroître.» Les récents coups de gueule d'étudiants d'AgroParisTech pour «dénoncer l'agroindustrie et ses ravages sociaux et écologiques», en témoignent. «Cette alter-élite est le cœur du réacteur», prévient le politologue. Parmi elle, des journalistes d'influences qui créent le buzz, comme Élise Lucet et ses émissions *Envoyé spécial* et *Cash Investigation*, ou Hugo Clément (émission *Quotidien* entre autres), auteur de *Comment j'ai*

arrêté de manger les animaux. Des collectifs plus radicaux font aussi grand bruit : L214, Nous voulons des coquelicots... «Dans les années 1980-1990, José Beauvais incarnait lutte paysanne contre les OGM. Mais à cette époque, contrairement à aujourd'hui, il n'était pas question d'une volonté de suppression totale de la chimie pour produire.»

Ni nier, ni essayer de lutter

Face à cela, comment les agriculteurs doivent-ils réagir ? La méthode de l'autruche semble difficilement recevable. «Faire par exemple le pari que les substituts de viande ne prendront pas de parts de marché est très risqué, au vu des investissements colossaux des agro-industriels dans cette branche.» Pour l'expert, il ne faut «ni nier, ni essayer de lutter. Il s'agit plutôt de canaliser, en faisant la part entre la partie militante dogmatique et celle plus pragmatique.» Pas simple pourtant, de défendre «un système jugé dominant et polluant.» La souveraineté alimentaire, sujet très à la mode, tempère néanmoins ce militantisme. «Il faut aussi rappeler que si la plupart des citoyens se disent concernés par une alimentation "plus saine", la plupart ne sont pas encore prêts à le concrétiser dans leur acte d'achat, le prix restant le critère premier.» Il n'empêche qu'un «travail est à réaliser auprès de cette alter-élite pour éviter la radicalisation de ces individus.» À chacun d'en faire sa propre analyse.

Alix Penichou

Les événements climatiques mettent le feu aux poudres

Les événements climatiques que nous vivons en ce moment même ne calmeront pas la volonté de l'alter-élite d'un changement de pratiques agricoles. «Vingt-neuf départements sont déjà en état de sécheresse cette année», rappelle Eddy Fougier. Le politologue a aussi récemment fait entrer dans son dictionnaire le terme «plume de chaleur», qui fait le tour des médias. Celle-ci est caractérisée par le déplacement d'un air chaud et sec emporté par les vents du Sud depuis le Sahara. Depuis lundi, le mercure a considérablement grimpé dans l'Hexagone jusqu'à atteindre des températures des plus

suffocantes à Marseille avec 37,6 °C lundi, presque du jamais vu dans les Bouches-du-Rhône à cette période. Le précédent record pour un mois de juin date de 2003, et est établi à 37,6 °C. 35°C sont annoncés en Picardie ce week-end. Le climatologue Christophe Cassou a démontré que cette hausse des températures était une conséquence directe du réchauffement climatique. «Dans certaines régions, les moissons seront en avance de plusieurs semaines. Et ne parlons pas des épisodes de gel tardif, puis de grêles, qui ont affaibli certaines productions.»



La France fait face à une «plume de chaleur» cette semaine, caractérisée par le déplacement d'un air chaud emporté par les vents depuis le Sahara.